

No. 54119

**Peru
and
France**

Agreement between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic relating to the Operation of an Optical Earth Observation Satellite System of Submetric Resolution. Lima, 9 February 2016

Entry into force: *17 June 2016, in accordance with article 10*

Authentic texts: *French and Spanish*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Peru, 20 December 2016*

**Pérou
et
France**

Accord entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française relatif à l'exploitation d'un système satellitaire optique d'observation de la terre de résolution submétrique. Lima, 9 février 2016

Entrée en vigueur : *17 juin 2016, conformément à l'article 10*

Textes authentiques : *français et espagnol*

Enregistrement auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies : *Pérou,
20 décembre 2016*

[TEXT IN FRENCH – TEXTE EN FRANÇAIS]

**ACCORD ENTRE
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU PEROU
ET
LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE
RELATIF A
L'EXPLOITATION D'UN SYSTEME SATELLITAIRE OPTIQUE D'OBSERVATION DE
LA TERRE DE RESOLUTION SUBMETRIQUE**

Le Gouvernement de la République du Pérou

et

Le Gouvernement de la République française

Désignés respectivement la « Partie péruvienne » et la « Partie française » et conjointement « les Parties »,

Considérant le Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, ouvert à la signature le 27 janvier 1967, la Convention sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des objets spatiaux ouverte à la signature le 29 mars 1972, l'Accord sur le sauvetage des astronautes, le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, ouvert à la signature le 22 avril 1968, et la Convention sur l'immatriculation des objets lancés dans l'espace ouverte à la signature le 14 janvier 1975, auxquels les Gouvernements de la République péruvienne et de la République française sont parties ;

Considérant l'Accord relatif à l'acquisition d'un système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique entre le Gouvernement de la République du Pérou et le Gouvernement de la République française, signé à Lima le 24 avril 2014, entré en vigueur le 21 octobre 2014 ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1. Objet

Le présent Accord a pour objet de fixer les principes relatifs à l'exploitation par la Partie péruvienne d'un Système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique d'origine française.

Article 2. Définitions

Aux fins du présent Accord, les termes et définitions suivants s'appliquent :

- a) Système : système satellitaire optique d'observation de la Terre de résolution submétrique, comprenant un satellite optique de résolution submétrique et le segment sol associé assurant les fonctions de contrôle, Programmation, réception, production, Traitement, archivage et Diffusion des Données.
- b) Organismes chargés de la mise en œuvre : organismes mandatés par chacune des Parties en vertu de l'article 4 pour la mise en œuvre et l'exécution des dispositions du présent Accord.
- c) Tierce partie : personne physique ou morale qui n'est pas partie au présent Accord.
- d) Autorisation d'exportation : autorisation officielle de la Partie française pour l'exportation du Système à la Partie péruvienne.

- e) Données : données issues du satellite, à l'état brut (données primaires) ou traitées par le Système (Produits images).
- f) Traitement des données : conversion des données primaires directement reçues du satellite en vue d'élaborer des Produits images.
- g) Produit image : produit obtenu à partir des Données traitées par le Système.
- h) Exploitation du Système : ensemble des actions relatives au contrôle du satellite, à la Programmation de prises de vues, à la réception et au Traitement des données.
- i) Programmation : préparation du plan de programmation de prise des images et programmation du satellite en vue de la mise en œuvre de ce plan à bord du satellite.
- j) Diffusion : distribution des données primaires ou des Produits images traités dans le segment sol, à des Tierces parties.
- k) Mesures de restriction : limitations applicables à la Prise de vues, à la Collecte et à la Diffusion des Données issues du Système.
- l) Usage gouvernemental : usage effectué par une institution publique de la Partie péruvienne.
- m) Livraison du Système : ensemble des événements correspondant au transfert de propriété du Système et qui ont lieu : pour le segment sol au lancement du satellite et pour le satellite lors de la séparation entre le lanceur et le satellite.

Article 3. Autorisation d'exportation

La fourniture du Système s'effectue conformément à la législation et à la réglementation françaises relatives aux exportations de ce type de matériel.

Article 4. Mise en œuvre de l'Accord

4.1 Afin de coordonner les activités entrant dans le cadre du présent Accord, les Parties désignent comme Organismes chargés de sa mise en œuvre :

- Pour la Partie péruvienne, le ministère de la défense, comme autorité compétente ; la Commission Nationale pour la Recherche et le Développement Aérospatial (CONIDA), comme autorité technique, qui assure l'Exploitation du Système et la Diffusion ;
- Pour la Partie française, le ministère de la défense.

4.2 Les Parties s'informent mutuellement, par la voie diplomatique, d'un changement des Organismes chargés de la mise en œuvre.

4.3 Les Ministres de la défense des deux Parties concluent un Protocole d'application au présent Accord dans lequel seront définies les modalités et procédures relatives aux mesures de restriction. Dans le but d'en assurer la pleine effectivité à tout niveau, la Partie péruvienne adopte, dans le cadre de l'Usage gouvernemental, les mesures administratives nécessaires.

Article 5. Garanties particulières relatives à l'Exploitation du Système et à l'utilisation des Données par la Partie péruvienne

5.1 La Partie péruvienne exploite le Système de manière autonome dans le cadre des stipulations du présent Accord et du Protocole d'application visé à l'article 4.3.

5.2 La Partie péruvienne utilise les Données issues du Système principalement pour un Usage gouvernemental.

5.3 Le personnel habilité de la Partie péruvienne exploite le Système. Si la Partie péruvienne a besoin d'un soutien complémentaire pour exploiter le Système, une société ou un organisme public agréé conjointement par les deux Parties, est sélectionné à cet effet. Ce soutien complémentaire doit respecter les dispositions du présent Accord et de son Protocole d'application.

5.4 La Partie française peut solliciter la Partie péruvienne afin que cette dernière mette en œuvre des Mesures de restriction. Ces mesures sont définies dans le Protocole d'application et peuvent être actualisées.

Article 6. Protection des informations et des matériels classifiés, des documents et des données

6.1 Les informations et matériels classifiés échangés dans le cadre de l'application du présent Accord sont protégés conformément aux engagements internationaux pris entre les deux Parties.

6.2 La Partie péruvienne communique la politique de classification des Données à la Partie française avant la Livraison du Système. La CONIDA est responsable de la mise en œuvre de cette politique.

Article 7. Utilisation du Système et réexportation

Dans le cadre de l'utilisation du Système, la Partie péruvienne s'engage :

- a) A ne pas transférer à une Tierce partie, à titre onéreux ou non, sans le consentement écrit préalable de la Partie française, tout ou partie du Système et à ne pas en concéder l'usage hormis dans le cadre du soutien complémentaire pour exploiter le Système visé à l'article 5.3 du présent Accord ;
- b) A ne pas utiliser ni permettre l'utilisation de tout matériel ou technologie à d'autres fins que celles pour lesquelles il est fourni, sans le consentement préalable écrit de la Partie française ;
- c) A ne pas prendre de mesure pour améliorer les performances spécifiées ou pour effectuer une opération de maintenance du Système ayant pour conséquence d'implanter de nouvelles fonctions ou d'améliorer ses capacités sans le consentement préalable écrit de la Partie française.

Article 8. Règlement des différends

Les Parties résolvent tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord par consultations par la voie diplomatique.

Article 9. Amendements

9.1 Les Parties peuvent convenir par écrit de tout amendement au présent Accord.

9.2 Tout amendement entre en vigueur et formera partie intégrante de l'Accord, en conformité avec les stipulations de l'article 10.1.

Article 10. Entrée en vigueur, durée et dénonciation

10.1 Chaque Partie notifie à l'autre Partie, par la voie diplomatique, l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Accord. Celui-ci entre en vigueur le jour suivant la date de réception de la dernière notification.


10.2 Le présent Accord est conclu pour une durée de vingt (20) ans et renouvelé automatiquement pour des périodes identiques successives. Il peut être dénoncé à tout moment par l'une ou l'autre des Parties. Toute dénonciation doit être notifiée par écrit et par la voie diplomatique avec un préavis de six (6) mois.

10.3 A moins que les Parties n'en disposent autrement, la cessation du présent Accord ne porte atteinte à aucun droit ni aucune obligation souscrits par les Parties pendant qu'il était en vigueur.

EN FOI DE QUOI, les représentants des deux Gouvernements, dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Accord.


Fait à Lima, le 9 février 2016, en deux exemplaires originaux, chacun en langues espagnole et française, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République du Pérou



Jakke VALAKIVI Álvarez
Ministre de la Défense

Pour le Gouvernement
de la République française



Fabrice MAURIES
Ambassadeur de France
au Pérou

[TEXT IN SPANISH – TEXTE EN ESPAGNOL]

**ACUERDO ENTRE
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA DEL PERÚ
Y
EL GOBIERNO DE LA REPÚBLICA FRANCESA
RELATIVO A LA
EXPLOTACIÓN DE UN SISTEMA SATELITAL ÓPTICO DE OBSERVACIÓN DE LA
TIERRA DE RESOLUCIÓN SUBMÉTRICA**

El Gobierno de la República del Perú

y

El Gobierno de la República Francesa

Denominados en adelante la "Parte peruana" y la "Parte francesa" respectivamente, y "las Partes" conjuntamente,

Considerando el Tratado sobre los principios que deben regir las actividades de los Estados en la exploración y utilización del espacio ultraterrestre, incluso la Luna y otros cuerpos celestes, abierto a la firma el 27 de enero de 1967, el Convenio sobre la responsabilidad internacional por daños causados por objetos espaciales, abierto a la firma el 29 de marzo de 1972, el Acuerdo sobre el salvamento y la devolución de astronautas y la restitución de objetos lanzados al espacio ultraterrestre, abierto a la firma el 22 de abril de 1968, y el Convenio sobre el registro de objetos lanzados al espacio ultraterrestre, abierto a la firma el 14 de enero de 1975, de los que son Partes la República del Perú y la República Francesa;

Considerando el Acuerdo relativo a la adquisición de un sistema satelital óptico de observación de la Tierra de resolución submétrica entre el Gobierno de la República del Perú y el Gobierno de la República Francesa, firmado en Lima el 24 de abril de 2014, y en vigor desde el 21 de octubre de 2014;

Han acordado lo siguiente:

Artículo 1. Objeto

El presente Acuerdo tiene por objeto estipular los principios relativos a la explotación por la Parte peruana de un Sistema satelital óptico de observación de la Tierra de resolución submétrica de origen francés.

Artículo 2. Definiciones

A los efectos del presente Acuerdo, se aplican los siguientes términos y definiciones:

- a) Sistema: sistema satelital óptico de observación de la Tierra de resolución submétrica compuesto por un satélite óptico de resolución submétrica y por un segmento de tierra para las funciones de control, programación, recepción, producción, procesamiento, archivo y difusión de datos.
- b) Organismos encargados de la aplicación: organismos designados por cada una de las Partes en virtud del Artículo 4 para la aplicación y ejecución de lo dispuesto en el presente Acuerdo.
- c) Tercera parte: persona física o jurídica que no es parte del presente Acuerdo.
- d) Autorización de exportación: autorización oficial de la Parte francesa para la exportación del Sistema a la Parte peruana.

e) Datos: datos procedentes del satélite, sin transformarlos (datos primarios) o procesados por el Sistema (productos imágenes).

f) Procesamiento de datos: conversión de los datos primarios recibidos directamente del satélite para elaborar productos imágenes.

g) Producto imagen: producto obtenido a partir de los datos procesados por el Sistema.

h) Explotación del Sistema: conjunto de acciones relativas al control del satélite, la programación de la captura de imágenes, la recepción y el procesamiento de datos.

i) Programación: preparación del plan de captura de imágenes y programación del satélite para la aplicación de este plan a bordo del satélite.

j) Difusión: distribución a terceras partes de los datos primarios o de los productos imágenes procesados en el segmento de tierra.

k) Medidas de restricción: limitaciones aplicables a la captura de imágenes, a la recolección y a la difusión de datos procedentes del Sistema.

l) Uso gubernamental: utilización por parte de una institución pública de la Parte peruana.

m) Entrega del Sistema: conjunto de acontecimientos correspondientes a la transferencia de propiedad del Sistema y que tienen lugar, para el segmento de tierra, en el lanzamiento del satélite; y para el satélite, al momento de la separación del satélite del vehículo de lanzamiento.

Artículo 3. Autorización de exportación

La entrega del Sistema se realizará de conformidad con la legislación y la normativa francesas relativas a las exportaciones de este tipo de material.

Artículo 4. Aplicación del Acuerdo

4.1 Con el fin de coordinar las acciones comprendidas en el marco del presente Acuerdo, las Partes designan como organismos encargados de su aplicación:

- Por la Parte peruana, al Ministerio de Defensa como ente rector del Sector; y a la Comisión Nacional de Investigación y Desarrollo Aeroespacial (CONIDA), como ente técnico, que se encargará de la explotación del Sistema y de la difusión;
- Por la Parte francesa, al Ministerio de Defensa.

4.2 Las Partes se informarán mutuamente, por vía diplomática, el cambio de los organismos encargados de la aplicación.

4.3 Los Ministerios de Defensa de las Partes suscribirán un Protocolo de Aplicación derivado del presente Acuerdo en el que se definirán las modalidades y procedimientos relativos a las medidas de restricción. Con la finalidad de asegurar su pleno cumplimiento a todo nivel, en el marco del uso gubernamental, la Parte peruana adoptará las medidas administrativas necesarias.

Artículo 5. Garantías particulares relativas a la explotación del Sistema y a la utilización de los datos por la Parte peruana

5.1 La Parte peruana explotará el Sistema de manera autónoma, en el marco de las estipulaciones del presente Acuerdo y del Protocolo de Aplicación mencionado en el artículo 4, párrafo 4.3.

5.2 La Parte peruana utilizará los datos procedentes del Sistema para uso gubernamental principalmente.

5.3 El personal autorizado de la Parte peruana explotará el Sistema. Si la Parte peruana necesitara asistencia complementaria para explotar el Sistema, se designará a una empresa o a un organismo público, aprobado conjuntamente por las dos Partes, para tal efecto. La asistencia complementaria deberá respetar las disposiciones del presente Acuerdo y de su Protocolo de Aplicación.

5.4 La Parte francesa podrá solicitar a la Parte peruana que aplique medidas de restricción específicas. Tales medidas serán definidas en el Protocolo de Aplicación, las mismas que podrán ser actualizadas.

Artículo 6. Protección de la información y del material clasificados, de los documentos y de los datos

6.1 La información y el material clasificados intercambiados en el marco de la aplicación del presente Acuerdo estarán protegidos de conformidad con los compromisos internacionales asumidos entre ambas Partes.

6.2 La Parte peruana comunicará la política de clasificación de los datos a la Parte francesa antes de la entrega del Sistema. La CONIDA será responsable de la aplicación de esta política.

Artículo 7. Utilización del Sistema y reexportación

En el marco de la utilización del Sistema, la Parte peruana se compromete a:

- a) No transferir a una tercera parte, a título oneroso o no, sin el consentimiento previo por escrito de la Parte francesa, el Sistema en parte o en su totalidad, y a no permitir su uso, salvo en el marco de la asistencia complementaria para explotar el Sistema contemplada en el artículo 5, párrafo 5.3, del presente Acuerdo.
- b) No utilizar ni permitir la utilización de ningún material o tecnología con fines diferentes para los que se han suministrado, sin el consentimiento previo por escrito de la Parte francesa.
- c) No tomar medidas para mejorar las prestaciones especificadas o para efectuar una operación de mantenimiento del Sistema que tenga por consecuencia instalar nuevas funciones o mejorar sus capacidades, sin el consentimiento previo por escrito de la Parte francesa.

Artículo 8. Solución de controversias

Las Partes resolverán cualquier controversia relativa a la interpretación o a la aplicación del presente Acuerdo mediante consultas por la vía diplomática.

Artículo 9. Enmiendas

9.1 Las Partes podrán convenir por escrito cualquier enmienda al presente Acuerdo.

9.2 Toda enmienda entrará en vigor y constituirá parte integral del Acuerdo, de conformidad con lo dispuesto en el artículo 10, párrafo 10.1.

Artículo 10. Entrada en vigor, duración y denuncia

10.1 Cada Parte notificará a la otra Parte, por vía diplomática, el cumplimiento de los procedimientos internos requeridos para la entrada en vigor del presente Acuerdo. El Acuerdo entrará en vigor al día siguiente de la fecha de recepción de la última notificación.

10.2 El presente Acuerdo tendrá una duración de veinte (20) años y se renovará automáticamente por períodos sucesivos iguales. El presente Acuerdo podrá ser denunciado en cualquier momento por cualquiera de las Partes. La denuncia deberá ser notificada por escrito y por vía diplomática con un preaviso de seis (6) meses.

10.3 Salvo que las Partes acuerden algo distinto, la terminación del presente Acuerdo no vulnerará ningún derecho ni obligación que las Partes hayan asumido durante su vigencia.

EN FE DE LO CUAL, los representantes de los dos Gobiernos, debidamente autorizados a tal efecto, firman el presente Acuerdo.

Firmado en Lima, el 9 de febrero de 2016, en dos ejemplares originales, en castellano y en francés, siendo ambos textos igualmente auténticos.

Por el Gobierno
de la República del Perú



Jakke VALAKIVI Álvarez
Ministro de Defensa

Por el Gobierno
de la República Francesa



Fabrice MAURIES
Embajador de Francia
en el Perú

[TRANSLATION – TRADUCTION]

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE REPUBLIC OF PERU
AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC RELATING TO THE
OPERATION OF AN OPTICAL EARTH OBSERVATION SATELLITE SYSTEM
OF SUBMETRIC RESOLUTION

The Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic, referred to respectively as “the Peruvian Party” and “the French Party,” and jointly as “the Parties”,

Considering the Treaty on Principles Governing the Activities of States in the Exploration and Use of Outer Space, including the Moon and Other Celestial Bodies, opened for signature on 27 January 1967, the Convention on International Liability for Damage Caused by Space Objects, opened for signature on 29 March 1972, the Agreement on the Rescue of Astronauts, the Return of Astronauts and the Return of Objects Launched into Outer Space, opened for signature on 22 April 1968, and the Convention on Registration of Objects Launched into Outer Space, opened for signature on 14 January 1975, to which the Governments of the Republic of Peru and of the French Republic are parties,

Considering the Agreement relating to the acquisition of an optical Earth observation satellite system of submetric resolution between the Government of the Republic of Peru and the Government of the French Republic, signed in Lima on 24 April 2014, which entered into force on 21 October 2014,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose

The purpose of this Agreement is to establish principles relating to the operation by the Peruvian Party of an optical Earth observation satellite system of submetric resolution of French origin.

Article 2. Definitions

For the purposes of this Agreement:

(a) “System” means an optical Earth observation satellite system of submetric resolution, comprising an optical satellite of submetric resolution and the associated ground segment providing control, programming, reception, production, processing, archiving and data dissemination functions;

(b) “Implementing bodies” means bodies mandated by each Party under article 4 to implement and enforce the provisions of this Agreement;

(c) “Third party” means a person or entity that is not a Party to this Agreement;

(d) “Export authorization” means official authorization by the French Party for the export of the system to the Peruvian Party;

(e) “Data” means data from the satellite, in raw form (primary data) or processed by the system (image products);

(f) “Data processing” means conversion of primary data directly received from the satellite in order to produce image products;

(g) “Image product” means product obtained from data processed by the system;

(h) “Operation of the system” means all actions relating to satellite control, image programming, and data reception and processing;

(i) “Programming” means preparation of the image capture plan and programming of the satellite for the implementation of this plan on board the satellite;

(j) “Dissemination” means distribution to third parties of primary data or image products processed in the ground segment;

(k) “Restrictive measures” means limitations applicable to image capture and the collection and dissemination of data from the system;

(l) “Government use” means use by a public institution of the Peruvian Party;

(m) “Delivery of the system” means all events corresponding to the transfer of ownership of the system which take place, in the case of the ground segment, with the launch of the satellite, and, in the case of the satellite, with the separation of the satellite from the launcher.

Article 3. Export authorization

The system shall be provided in accordance with French laws and regulations relating to exports of this type of equipment.

Article 4. Implementation of the Agreement

4.1 In order to coordinate activities under this Agreement, the Parties shall designate as implementing bodies:

- For the Peruvian Party, the Ministry of Defence, as the competent authority; the National Commission for Aerospace Research and Development (CONIDA), as the technical authority ensuring the operation of the system and dissemination;
- For the French Party, the Ministry of Defence.

4.2 The Parties shall inform one other, through the diplomatic channel, of any change in the implementing bodies.

4.3 The Ministers of Defence of the two Parties shall conclude a Protocol implementing this Agreement, in which the arrangements and procedures relating to restrictive measures shall be specified. In order to ensure full compliance therewith at all levels, in the context of government use, the Peruvian Party shall adopt the necessary administrative measures.

Article 5. Specific safeguards relating to the operation of the system and to the use of data by the Peruvian Party

5.1 The Peruvian Party shall operate the system independently under the provisions of this Agreement and of the Implementing Protocol referred to in article 4.3.

5.2 The Peruvian Party shall use data from the system primarily for government use.

5.3 Authorized personnel of the Peruvian Party shall operate the system. Should the Peruvian Party require additional support to operate the system, a company or public body jointly agreed upon by both Parties shall be selected for this purpose. Such additional support shall comply with the provisions of this Agreement and of its Implementing Protocol.

5.4 The French Party may request the Peruvian Party to apply certain restrictive measures. These measures shall be specified in the Implementing Protocol and may be updated.

Article 6. Protection of classified information, material, documents and data

6.1 Classified information and material exchanged during the course of implementing this Agreement shall be protected in accordance with the international commitments entered into by the two Parties.

6.2 The Peruvian Party shall communicate the data classification policy to the French Party prior to the delivery of the system. CONIDA shall be responsible for the implementation of this policy.

Article 7. Use of the system and re-export

In relation to its use of the system, the Peruvian Party pledges:

(a) Not to transfer all or part of the system to a third party, whether in exchange for payment or not, without the prior written consent of the French Party, and not to grant the right to use it except in the context of the additional support to operate the system referred to in article 5.3 of this Agreement;

(b) Not to use or allow the use of any equipment or technology for purposes other than those for which it is provided, without the prior written consent of the French Party;

(c) Not to take any measures to improve specified performance characteristics or perform any maintenance operation on the system resulting in the establishment of new functions or in the improvement of its capacities, without the prior written consent of the French Party.

Article 8. Settlement of disputes

The Parties shall resolve any dispute concerning the interpretation or implementation of this Agreement by consultation through the diplomatic channel.

Article 9. Amendments

9.1 The Parties may introduce any amendment to this Agreement by means of a mutual written agreement.

9.2 Any amendment shall enter into force and shall form an integral part of the Agreement, in accordance with the provisions of article 10.1.

Article 10. Entry into force, duration and termination

10.1 Each Party shall notify the other Party, through the diplomatic channel, of the completion of the internal procedures required for the entry into force of this Agreement. It shall enter into force on the day following the date of receipt of the last notification.

10.2 This Agreement is concluded for a period of 20 years and automatically renewed for successive periods of identical duration. It may be terminated at any time by either Party. Such termination shall require a six months' written notice through the diplomatic channel.

10.3 Unless otherwise provided by the Parties, the termination of this Agreement shall not affect any right or obligation undertaken by the Parties while it was in force.

IN WITNESS WHEREOF, the representatives of the two Governments, being duly authorized thereto, have signed this Agreement.

DONE at Lima, on 9 February 2016, in two original copies, in Spanish and French, both texts being equally authentic.

For the Government of the Republic of Peru:

JAKKE VALAKIVI ÁLVAREZ
Minister of Defence

For the Government of the French Republic:

FABRICE MAURIÈS
Ambassador of France to Peru